

Révision du SAGE Drôme

Synthèse des avis issus de la participation du public par voie électronique (PPVE)

Rappel du déroulé de la consultation officielle

Suite à la validation du projet de nouveau SAGE Drôme, obtenue en CLE plénière du 8 juillet 2025, et à la suite de la consultation des collectivités et assemblées pendant 4 mois, une participation du public par voie électronique a été organisée par les services de l'Etat sur la période du 16 décembre 2025 au 14 janvier 2026 inclus.

Avis de participation officiel et communication organisée

- ✓ Ouverture d'une page dédiée sur le site de la Préfecture de la Drôme.
- ✓ Annonces légales de l'avis à participation parues dans 3 journaux locaux
- ✓ Diffusion pour affichages de l'avis dans les 80 communes du bassin versant de la Drôme
- ✓ Relai de l'avis de participation sur le site internet du syndicat de la rivière Drôme (SMRD)
- ✓ Communication par voie de presse et interview radio
- ✓ 2 campagnes d'information via réseaux sociaux du SMRD (15/12/25 et 02/01/26)
- ✓ Newsletter ciblée auprès des participants et contributeurs aux précédentes étapes

Retours obtenus

=> 60 "connexions" sur le site dédié de la Préfecture, dont 37 non renseignés. Parmi les retours enregistrés :

- 11 sont positifs : en vert
- 9 ne se prononcent pas : en blanc
- 3 négatifs : en rouge

=> Concernant les 11 avis positifs :

- 5 avis sans commentaire, 6 avec un commentaire. Parmi ces derniers et avis les plus conséquents, 2 collectifs (association Lysandra, collectif biodiversité du Diois).
- Plusieurs remarques saluent le travail du SAGE et notamment la concertation induite et à faire.
- Les sujets des zones humides/ripisylve, des touristes (via camping notamment), des prélèvements agricoles et type de cultures, reviennent comme des points d'attention, ainsi que du partage de l'eau et des espaces liés aux rivières.
- Le rôle des associations et de la police de l'eau est également mis en avant, pour l'application de la gestion durable de l'eau préconisée par le SAGE.

=> Concernant les 9 avis ne se prononçant pas :

- 5 avis sans commentaire, 4 avis avec un commentaire. Parmi ces derniers, on peut noter l'intervention de l'UNICEM et de la pisciculture Font Rome.
- Font Rome revient sur un paragraphe qui les cite comme source de pollution dans le PAGD et voudrait modifier cette notion.
- L'UNICEM produit un avis en lien avec leur abstention lors de la CLE du 8 juillet et pour appuyer les échanges avec le SMRD depuis le 2 décembre.
- 1 commentaire revient sur le sujet de la Gervanne et 1 autre sur le partage de l'eau.

=> Concernant les 3 avis négatifs :

1 avis sans commentaire, 2 avis avec un commentaire. Ces deux derniers émanent de représentants du collectif « sauvez la Gervanne » qui s'opposent à un développement urbain, des augmentations de besoins eau risquant d'impacter le karst de la Gervanne et ses milieux.

Synthèse des avis et réponses apportées par la CLE suite à la plénière du 3/02/26

Renseignement du dépositaire de l'avis	Avis	Commentaires	Propositions de réponses/ apports / modifications	Arbitrages / décisions de la CLE
WRIGHT Carol Châtillon en Diois	Positif	<p>-Concernant la sensibilisation, il est vraiment nécessaire d'avoir plusieurs médiateurs au fil de la rivière de mi-avril à mi-octobre pour avoir un impact fort sur les consciences dans la durée auprès de divers publics (touristes, locaux, gens de passage, artisans, agriculteurs....etc). Voir exemple mené par le PNR des Baronnies provençales. Il faut défendre le financement de postes de médiateurs, c'est le plus efficace dans la durée bien que le plus coûteux.</p> <p>Auprès d'un médiateur on peut à la fois se confier et apprendre, comprendre et donc mieux veiller sur la rivière.</p> <p>Et aussi sensibiliser par le spectacle IN SITU (par exemple sur l'aléa barrages de galets).</p> <p>- il y a un souci récurrent sur la bactériologie en aval des zones de grands troupeaux et il y a peu d'action au niveau des bergers et des propriétaires des troupeaux...Un projet à imaginer avec eux...</p> <p>- une meilleure sensibilisation aux zones humides sur le terrain pour divers acteurs dont les touristes, imaginer des bons cadeaux peut-être pour toucher des publics qui n'iraient pas spontanément vers cette découverte.</p> <p>- permettre une rencontre entre agriculteurs pour la valeur d'exemple sur des cultures moins consommatrices d'eau.</p> <p>- mieux porter à connaissance des citoyens le SMRD et le SAGE car hormis les avertis, peu de citoyens de la vallée sont au courant, c'est dommage...</p>	<p>L'objectif 1B du projet de SAGE traite spécifiquement de l'importance de l'information partagée, de la sensibilisation pour faire prendre conscience et rendre acteur. Cela peut se faire via des outils (D1C1), l'appui sur des réseaux d'acteurs, notamment d'éducation (D1C2 et 1C3).</p> <p>1 poste saisonnier à la 3CPS teste avec succès depuis 2 ans la sensibilisation en rivière. Une expérience inspirante à étoffer qui rejoint vos suggestions.</p> <p>Problème et proposition bien notés. Sujet non remonté dans le cadre du diagnostic concerté, hormis dans le contexte particulier du karst (Cf étude ressource stratégique du Vercors). Les données à disposition ne permettent pas de mettre en lien problème bactériologie et grands troupeaux. Ce problème pourra être approfondi sur certains secteurs à enjeux.</p> <p>Le partage d'expérience par les témoignages de pair à pair sur le terrain (démonstration par l'exemple) et la mise en réseau d'acteurs font partie des objectifs et moyens définis par le SAGE (D1C1, 3A5, 4A3, D2...).</p> <p>Le porté à connaissance du nouveau SAGE est un enjeu majeur pour permettre au mieux son appropriation et application.</p> <p>Le SMRD s'est doté d'un poste de chargé de communication et d'un site internet remanié pour contribuer à cela.</p>	Pas d'arbitrage attendu
BAYET Martin Piegros la Clastre	Ne se prononce pas			
CLEDAT Augustin	Positif			
SALVAYRE Bernard Châtillon en Diois	Positif	<p>Je suis inquiet du développement exponentiel des mobils home sur les campings autour de mon village. En été aurons nous assez d'eau ?</p> <p>La place laissée au tourisme semble prioritaire par rapport aux habitants. Par exemple, les</p>	L'enjeu 4 fixe l'objectif de sobriété pour tous les usages, impose des volumes maximums prélevables par catégories d'usagers et invite	Pas d'arbitrage attendu

		<i>canoës sont très présents, il devient difficile parfois de se baigner tout simplement..</i>	à promouvoir le tourisme en dehors de l'été (Cf D4A3 et D4B3). La cible tourisme est une des priorités du programme d'actions Ecodrôme porté par le SMRD depuis 2023. L'objectif 2B du projet de SAGE vise plus globalement à concilier la fréquentation et les activités de loisirs liés à l'eau avec la préservation des milieux.	
MEDIGUE Alice Crest	Positif	<i>En tant que citoyenne et habitante de la vallée de la Drôme, je trouve essentielle cette démarche de concertation cherchant à définir des règles communes pour protéger la rivière et gérer le plus écologiquement et équitablement possible la ressource en eau, devenue très précieuse. Félicitations à toutes les personnes impliquées dans cette démarche !:</i>		
CHARRIER Roman Chatillon-coligny	Positif			
THEVENIN Maryline Le Chalon	Positif			
TROUILLARD Martin Suze	Positif	<p><i>Les usages de l'eau et des zones ripicoles font l'objet d'enjeux croissants, et doivent être réglementés en concertation avec tous les acteurs du territoire. En particulier, les points suivants attirent mon attention :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- L'agriculture est un des usagers majeurs de l'eau de nos rivières. S'il est légitime que l'eau soit utilisée pour produire de la nourriture, particulièrement dans un contexte de changement climatique, il convient de poser la question des usages de cette eau : par qui, à quel prix, et pour quoi faire ? Est-il normal que des cultures très gourmandes en eau en période tension (maïs, particulièrement) soient encore encouragées, subventionnées ? Il me semble que le SAGE devrait faire pression sur les syndicats d'irrigation pour obtenir d'eux l'établissement d'une tarification différenciée en fonction de la consommation – ce qui devrait également être le cas de l'eau potable délivrée aux particuliers et aux entreprises...</i> <i>- Les zones de bords de rivière sont partagées entre différents usagers, mais... certains d'entre eux utilisent des armes à feu ! Ce qui exclut de fait l'utilisation conjointe des mêmes espaces par les randonneurs, promeneurs, cyclistes... ainsi que par une bonne partie de la biodiversité. Un encadrement plus strict de la chasse est nécessaire, particulièrement dans les zones de rivière si propices aux activités de plein air et à la biodiversité.</i> <i>- Une politique de gestion des rivières devrait s'accompagner d'un soutien croissant aux associations d'éducation à l'environnement, qui font un travail remarquable pour sensibiliser les futures générations à la gestion viable de notre planète. Or, nous constatons que ces structures sont souvent dans la précarité ou la difficulté, il est souhaitable de les soutenir de manière plus volontaire, et d'inscrire cela dans la démarche globale de préservation des milieux.</i> <i>- Les décisions ne sont rien sans le pouvoir de les faire appliquer, c'est pourquoi les actions de police de l'environnement doivent être renforcées, pour permettre de sanctionner vraiment les acteurs qui dégradent les milieux ripicoles, en commençant par les pollutions individuelles et en allant jusqu'aux contaminations industrielles. Notamment, le travail des agents de l'OFB doit être encouragé et soutenu publiquement, dans une période où il devient de plus en plus difficile et précaire de réaliser cette action de police pourtant indispensable.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Les questions et propositions émises ont bien été posées et longuement discutées lors des étapes de construction du projet de SAGE. Avec ses limites, ne pouvant agir sur les logiques de marchés, il en résulte l'enjeu 4 qui fixe l'objectif de sobriété pour tous les usages, impose des volumes maximums prélevables par catégories d'usagers et invite à conditionner les attributions de volumes d'irrigation agricole à l'engagement de pratiques vertueuses et en lien avec les PAT (projets alimentaires territoriaux). - Sujet hors prérogatives du SAGE. - Le SAGE reconnaît toute l'importance de ces acteurs d'éducation à l'environnement et souhaite s'appuyer et développer ces compétences pour répondre notamment à l'objectif 1C. Des moyens financiers peuvent ainsi être privilégiés auprès des partenaires, comme l'Agence de l'eau. - Concernant l'application du futur SAGE, l'enjeu 1 rappelle bien la nécessité d'une synergie, d'une complémentarité et des moyens d'interventions entre les différents domaines de compétences. Le SAGE étant un document à portée réglementaire, les 	Pas d'arbitrage attendu

		<p><i>Merci pour la prise en compte de ces éléments.</i></p> <p><i>Avec mes respectueuses salutations,</i></p>	services de l'Etat doivent s'y référer pour toute décision administrative ; le suivi et le contrôle y sont de fait intégrés.	
HENRI Odette St Marcel les Sauzet	Ne se prononce pas	<i>Je ne vois pas le texte du projet !</i>		
CHAMPELEY Jean Yves	Ne se prononce pas			
BORDURE Amandine Aouste sur Sye	Positif			
PORTIER Sylvie Beaufort-sur-Gervanne	Ne se prononce pas	<i>Merci de préserver l'eau en quantité et en qualité, ainsi que tous les milieux qui y sont liés (préserver ou restaurer selon les cas) afin de permettre non seulement aux êtres humains mais aussi à toute la faune sauvage de pouvoir l'utiliser encore longtemps...</i>		
ROUX René Grignan	Ne se prononce pas			
MUSSAT Marie UNICEM	Ne se prononce pas	<p><i>Madame, Monsieur,</i></p> <p><i>Soucieux des enjeux pesant sur l'eau et d'autant plus aujourd'hui en raison des périodes de sécheresse, notre fédération continue à s'investir au sein des Commissions Locales de l'Eau telles que celle du SAGE de la Rivière Drôme.</i></p> <p><i>Dans le cadre de la participation du public lancée et portée par le Syndicat mixte de la rivière Drôme, l'UNICEM AURA souhaite émettre son avis par le présent courrier.</i></p> <p><i>En effet, à la suite de la réunion de la CLE du 8 juillet 2025 lors de laquelle le représentant de l'UNICEM AURA s'est abstenu lors du vote d'approbation du projet de SAGE, il paraît nécessaire que les points encore en discussion soient réexposés aux membres de la Commission d'Enquête.</i></p> <p><i>L'UNICEM AURA remercie le syndicat mixte et ces équipes pour les différents échanges ayant eu lieu entre l'UNICEM AURA et le syndicat mixte depuis cette dite réunion.</i></p> <p><i>Il reste toutefois dans la version qui a été validée et aujourd'hui présentée au public, quelques points qui peuvent, s'ils restent en l'état, rendre impossible le maintien et la poursuite des carrières déjà présentes sur le périmètre du SAGE.</i></p> <p><i>Les voici :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- La disposition D2A10 et plus particulièrement le non-remblaiement ne doit pas concerner des carrières en activité ou les espaces d'extension possibles situés dans les zones humides cartographiées dans le SAGE. L'UNICEM AURA a bien reçu le retour du syndicat mixte sur le sujet et demande ainsi à minima la modification suivante :</i> <p><i>P122 – Projet de PAGD : « Ainsi, l'intégration des zones humides dans les documents d'urbanisme, en particulier les PLU ou PLUi, mais aussi dans le schéma régional des carrières constitue un enjeu majeur au sens du SAGE Rivière Drôme pour la protection de celles-ci. »</i></p> <p><i>- Concernant la disposition D2A11, l'UNICEM AURA, appuie à nouveau qu'une durée de suivi</i></p>	<p>Demande traitée, en lien avec les services de l'Etat, fin décembre 2025 avec envoi officiel à l'UNICEM des propositions de réponses techniques par mail en date du 19/12/25.</p> <p>Présentation et discussion en séance du bureau de CLE en date du 13/01/26 en présence de l'UNICEM.</p> <p>En séance du bureau de CLE du 13/01/26 a été proposé d'un commun accord la rédaction suivante : : « Ainsi, l'intégration des zones humides dans les documents d'urbanisme, en particulier les PLU ou PLUi, mais aussi dans le schéma régional des carrières constitue une priorité du SAGE Rivière Drôme pour la protection de celles-ci. »</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : Ajouter au texte initial la notion de priorité</p>

		<p>de 10 ans au lieu de 30 semble plus adapté et plus réaliste. Elle remercie le syndicat mixte sur sa capacité à réévaluer ce point, comme échangés. L'UNICEM AURA demande ainsi à minima la modification suivante :</p> <p><i>P125 – Projet de PAGD : « Du suivi périodique qui sera mis en œuvre sur une période de 10 ans pour évaluer l'effet des mesures engagées, et pour ajuster si besoin ces actions en cas de résultats non conformes aux attentes. »</i></p> <p>- Concernant la disposition D3B2, l'UNICEM AURA remercie par avance le syndicat mixte pour la correction à venir sur la carte 22 et la ZSNEA actuellement identifiée sur la commune de Loriol et qui n'en est pas une.</p> <p>- L'UNICEM AURA souhaite également rajouter une remarque concernant les zones de sauvegardes. Les porteurs de projets de carrière ont pleinement conscience de l'importance de la préservation de ces zones et sont dans l'obligation de les prendre en compte dans leurs études d'impacts et dossiers de demandes. Toutefois, et par expérience, il semble indispensable que le SAGE s'engage à ce qu'aucune zone de sauvegarde ne puisse être définie sur un périmètre de carrière autorisée et en évitant au maximum les surfaces d'extensions potentielles de ces dites carrières.</p> <p><i>Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à notre retour.</i></p> <p><i>Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.</i></p> <p><i>Le Secrétaire Général de l'UNICEM Auvergne Rhône Alpes</i></p> <p><i>Dominique DELORME</i></p>	<p>Accord en bureau de CLE sur la reformulation proposée d'un suivi sur 10 ans avec bilan et évaluation à cette échéance pour définir l'intérêt ou non à poursuivre.</p> <p>Correction de l'erreur identifiée apportée en conséquence sur la carte 22.</p> <p>L'analyse faite et exposée en séance du bureau de CLE du 13/01/26 montre qu'aucune carrière en exploitation n'est concernée par un périmètre de zones de sauvegarde, défini et acté en concertation en 2018.</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : Reprendre la formulation telle que proposée par l'UNICEM.</p>
CHABOT Jean Marc Saillans	Positif			
OTTOGALLI Karine Egluy Escoulin	Ne se prononce pas			
BOUTINON Laure Crest	Négatif			
LAGARDE Laurent Pdt Association LYSANDRA Beaufort sur Gervanne	Positif	<p><i>Le projet de SAGE doit répondre à des enjeux essentiels pour notre territoire : gestion durable de l'eau, préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité, adaptation au changement climatique, et évolution des pratiques sectorielles (notamment agricoles) pour réduire l'impact sur la ressource et les milieux naturels.</i></p> <p><i>Pour notre association, active sur ces questions dans la vallée depuis plus de 20 ans, ce projet ne sera efficace que s'il parvient à construire une véritable culture partagée de l'eau, s'il repose sur la sobriété comme principe structurant, et sur une gouvernance citoyenne dans tous les domaines d'application.</i></p> <p><i>La question de l'éducation est, à ce titre, absolument centrale. Il ne s'agit pas seulement de communiquer sur le SAGE et ses actions, mais d'accompagner et faire vivre collectivement la transition du territoire. Sans compréhension partagée, les changements de pratiques restent superficiels et souvent contestés.</i></p>	<p>L'objectif 1C du projet de SAGE traite spécifiquement de l'importance de l'information partagée, de la sensibilisation et de l'éducation pour faire prendre conscience et rendre acteur. Cela peut se faire via des outils (D1C1), l'appui sur des réseaux d'acteurs, notamment d'éducation (D1C2 et 1C3).</p> <p>Des moyens financiers peuvent ainsi être privilégiés auprès des partenaires, comme l'Agence de l'eau</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p>

		<p><i>Pour répondre à cet enjeu majeur, les associations locales d'intérêt général, naturalistes et d'éducation à l'environnement constituent des relais incontournables. Elles apportent expertise, ancrage territorial et capacité réelle de mobilisation des citoyens. Elles permettent aussi de valoriser la biodiversité et de soutenir les solutions fondées sur la nature (régénération Low-tech fondée sur les processus de résilience des écosystèmes) pour la gestion de l'eau et l'adaptation aux effets du changement climatique.</i></p> <p><i>Nous notons avec satisfaction que ces principes figurent dans les fiches actions du projet et souhaitons qu'une attention particulière soit portée à leur mise en œuvre effective et ambitieuse. Sur cette base, l'association LYSANDRA émet un avis très favorable au projet de SAGE Drôme.</i></p>		
Collectif Biodiversité du Diois Die	Positif	<p><i>Quelques remarques du Collectif Biodiversité du Diois</i> 13 janvier 2026</p> <p><i>Nos remarques portent sur les dispositions du SAGE liées directement ou indirectement à la biodiversité du Diois. Nous n'avons pas eu la capacité d'analyser complètement les implications en matière de biodiversité des dispositions concernant la qualité, la quantité et la dynamique fluviale, bien qu'il s'agisse de sujets très importants. Le rapport environnemental n'a pas fait l'objet de remarques, faute de temps.</i></p> <p><i>Remarques générales</i></p> <p><i>Nous saluons le travail de synthèse et de concertation et approuvons globalement le diagnostic réalisé et les objectifs affichés, pour ce qui concerne nos champs de compétences.</i></p> <p><i>Quelques remarques générales peuvent toutefois être formulées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- La biodiversité nous semble insuffisamment peu prise en compte dans ce document, en particulier en ce qui concerne les espèces et habitats terrestres liés aux milieux associés aux cours d'eau (ripisylves et autres habitats du lit majeur),</i> <i>- Le diagnostic de l'état des milieux nous semble un peu trop optimiste, d'où des actions trop peu ambitieuses en regard des enjeux en présence,</i> <i>- Certains sujets ne nous semblent pas ou trop peu abordés. On citera en particulier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>o Le rôle du castor dans la création et le fonctionnement des zones humides. Nous y reviendrons dans le corps de nos remarques.</i> <i>o Les cours d'eau temporaires. L'ensemble du SAGE nous semble trop peu s'intéresser aux têtes de bassins et ruisseaux intermittents, qui jouent pourtant un rôle très important dans le fonctionnement des hydrosystèmes. Ces milieux devraient être mieux connus, préservés et dans certains cas, restaurés. Les chevelus de têtes de bassins et cours d'eaux temporaires assurent des fonctions importantes tant écologiques (ce sont souvent de corridors importants) que dans l'évacuation des eaux de ruissellement et les transferts de matières organiques et minérales. Il serait nécessaire de protéger ces linéaires et leur végétation de bordure, de les restaurer si nécessaire, d'éviter leur couverture (sur l'espace public dans le cadre des projets de mobilité et sur les terrains privés)... Certains fossés en eau possèdent également un intérêt écologique qu'il convient de prendre en compte.</i> <p><i>1. Rapport de présentation</i></p> <p><i>Remarque préalable : toutes les remarques que nous formulons concernant le rapport de présentation s'appliquent aux documents qui en découlent ; les compléments et corrections</i></p>	<p>Remarques formulées prises en compte et communiquées à la CLE</p> <p>La plupart des petits cours d'eau de tête de bassin, intermittents ou non, sont classés zones humides et bénéficient de ce fait d'une protection spécifique, notamment les 71 zones humides à travers la règle 2 du projet de SAGE.</p> <p>Ce rapport de présentation est une synthèse du projet de nouveau SAGE et ne peut donc détailler / reprendre à son niveau l'ensemble</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p>

		<p>devront donc être apportés à l'ensemble de ces documents.</p> <p><i>Enjeu 1 : faire ensemble du bassin de la Drôme un territoire résilient au changement climatique</i></p> <p><i>Objectif 1B : Faire vivre et développer l'observatoire pour partager, suivre, évaluer, réagir</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre, développer et valoriser le suivi de l'état des milieux aquatiques et des pressions : améliorer la connaissance de l'état des milieux aquatiques et des pressions qu'ils subissent, afin de mieux évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre et d'ajuster les stratégies de gestion. <p><i>On ne peut qu'être d'accord avec cet objectif, mais nous constatons que les indicateurs suivis négligent trop souvent les compartiments biologiques liés à la plaine alluviale : vertébrés hors poissons, insectes « terrestres », végétaux vasculaires... Il nous semble indispensable que le suivi intègre ces compartiments, qui compte des enjeux forts dans le bassin versant (exemples : Loutre, Sonneur à ventre jaune, Epipactis palustris...).</i></p> <p><i>Sous-objectif 2A2 – Poursuivre les opérations d'entretien, de restauration morphologique et de continuité écologique</i></p> <p><i>Nous approuvons globalement les orientations, mais attirons l'attention sur les impacts que certains travaux peuvent avoir sur le patrimoine naturel. En conséquence, nous proposons d'ajouter un cinquième point :</i></p> <p>□ « Pleinement prendre en compte la sensibilité écologique des milieux : baser tous travaux d'entretien ou de restauration sur un diagnostic écologique solide (quatre saisons) et sur une analyse fine de la séquence Éviter-Réduire-Compenser. »</p> <p><i>Le diagnostic de l'état morphologique de la rivière Drôme nous semble un peu trop optimiste, du fait de l'incision et de la rétractation de la bande active au cours des dernières décennies. Les mesures envisagées nous semblent donc trop peu ambitieuses. Il nous paraîtrait notamment nécessaire de préserver et renforcer l'alimentation du débit solide de la rivière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Interrompre les prélèvements de matériaux dans le lit mineur des cours d'eau (amont de la Béous par exemple), qui sont contraires à l'esprit de la réglementation dans ce domaine. Si certains dépôts sédimentaires posent des problèmes excessifs en matière de protection des biens et des personnes, le transfert de ces matériaux à l'aval mériterait d'être envisagé (cas de la plaine du Lac), de façon à recharger la rivière à l'aval. - Favoriser localement les phénomènes d'érosion dans les têtes de bassins susceptibles d'alimenter significativement le débit solide de la rivière, dans le respect de la sécurité des biens et des personnes. <p><i>Sous-objectif 2A3 – Préserver et restaurer les zones humides</i></p>	<p>des compléments proposés. Renvoi au PAGD.</p> <p>Précision bien notée. Les recommandations du SAGE ne détaillent pas à son niveau de descriptif précis des paramètres à suivre pour chaque compartiment. Pour mémoire, le projet de SAGE envisage bien dans sa disposition D1B2 de « ...couvrir les principaux types représentatifs de milieux aquatiques du bassin, ...garantir un suivi plus précis des indicateurs de qualité et de bon fonctionnement (physico-chimie, biodiversité, état des habitats...), intégrer les données initiales d'environnement... ».</p> <p>L'objectif 2A2 du projet de SAGE vise bien à améliorer l'état écologique et fonctionnel des cours d'eau et milieux aquatiques ; en cela cette prise en compte est de fait et de toute façon imposée pour toutes interventions relevant d'une procédure de décisions ou d'autorisations.</p> <p>Le diagnostic de l'état morphologique de la Drôme et affluents a été établi sur la base d'une étude spécifique (Artélia 2014), partagé et validé en concertation puis donnant lieu à un plan de gestion de l'espace fonctionnel (PGEF, 2019). La gestion des sédiments (favoriser l'érosion, le transit, les excédents et déficits de matériaux) est tout l'objectif de ce plan de gestion. La D2A5 et D2A6 en reprennent les principes d'actions.</p> <p>Pour l'un des deux sites cités en exemple (Béous), une partie des matériaux est réinjectée en aval des ouvrages, en fonction des possibilités techniques, financières, sociales et environnementales. Ces opérations sont liées à des enjeux de réduction du risque inondation.</p> <p>En lien avec la remarque sur l'objectif 5 C, concernant la gestion des exhaussements, rajouter les principes de respect du bon fonctionnement des milieux et de réinjection des matériaux à la rivière, dans la mesure du possible.</p> <p>L'inventaire des zones humides ne prétend</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : ajout à l'objectif 2A, sous objectif 2Ab d'un tiret : « Gérer les excédents de matériaux dans les secteurs les plus vulnérables aux risques inondations (lien enjeu 5), dans le respect du bon fonctionnement des milieux aquatiques et des écosystèmes riverains. Le principe général fixé par la Loi est de restituer les excédents de matériaux au débit solide de la rivière selon les conditions d'intérêts et de faisabilité décrits dans l'arrêté du 30 mai 2008 »</p>
--	--	---	---	--

	<p><i>Nous approuvons l'attention portée aux zones humides dans le SAGE et les actions qui en découlent, mais considérons nécessaire plusieurs adaptations :</i></p> <p><i>L'inventaire des zones humides du bassin ne doit pas être présenté comme figé ; il doit être affiché comme provisoire et incomplet, pour plusieurs raisons (liste non exhaustive) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• L'inventaire actuel, à l'échelle du bassin versant, a été réalisé à une échelle peu précise, ce qui est logique pour des raisons financières. Il est nécessaire d'indiquer clairement dans tous les documents du SAGE que cet inventaire permet de donner une vision globale de la répartition des zones humides, mais qu'il n'a pas de caractère d'exhaustivité, ni de vocation de délimitation fine. Les projets susceptibles de porter atteinte à l'intégrité des zones humides devront faire l'objet d'une analyse fine à l'échelle de la parcelle (application des critères sols, végétation et si besoin hydrogéologie), visant à déterminer le statut des terrains au regard des critères prévus par la réglementation, et de déterminer précisément d'éventuels impacts sur les zones humides et les mesures permettant d'éviter, réduire et compenser ces impacts.</i> <i>• Certains types de zones humides nous semblent avoir été insuffisamment inventoriés : ruisseaux tuffeux, ruisseaux temporaires, fluviosols, prairies humides de tête de bassin...</i> <i>• L'inventaire présente une situation à un instant T, susceptible d'évoluer. La dynamique des cours d'eau ou l'installation de familles de castors sont par exemple susceptibles de faire apparaître de nouvelles zones humides sur le territoire.</i> <p><i>Ainsi, peu de zones humides sont identifiées sur la commune de Die :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- une seule est à restaurer (en plaine alluviale)</i> <i>- 5 zones humides à préserver sur Die : mare des Batets, marais du col de Bergu, ruisseau de l'abbaye de Valcroissant à la Fontaine de Juillet, zone tuffeuse près de la route forestière de la Croix de Justin, zone humide en amont de la Barbaillère.</i> <p><i>Il serait souhaitable d'améliorer les inventaires de zones humides sur le territoire ; les associations en général et le collectif biodiversité Diois pourraient contribuer à renforcer cette connaissance.</i></p> <p><i>Parmi les points découlant du sous-objectif 2A3, nous proposons d'ajouter le suivant :</i></p> <p><i>□ « Favoriser le rôle du castor en matière de création de zones humides. La progression des populations de castors permet, en particulier par leurs barrages, d'entraîner la création et le développement de zones humides, y-compris dans des secteurs du bassin qui en étaient dépourvus. Cette dynamique est extrêmement intéressante écologiquement, mais aussi économiquement, en évitant de coûteux travaux de restauration, et dans certains cas, en améliorant les ressources fourragères de vallons secs. Une action doit donc être menée pour favoriser cette évolution : information du public, suppression d'obstacles au déplacement de l'espèce, respect de la protection stricte de l'espèce et de ses habitats, travaux localisés facilitant la diffusion de l'espèce. Toutes ces actions doivent tenir compte des éventuels effets négatifs de la présence du castor sur certaines activités humaines (agriculture en particulier), et rechercher des modes de coexistence pacifique. »</i></p> <p><i>Objectif 2B – Concilier la fréquentation et les activités de loisirs liés à l'eau avec la préservation du milieu</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• Gérer le flux touristique sur les cours d'eau et les milieux humides : permettre les activités de tourisme et de loisirs liés à l'eau tout en préservant les cours d'eau et les milieux humides par</i> 	<p>en effet pas être exhaustif, ni figé en l'état. Cette précision peut en effet être judicieusement rajoutée dans l'état des lieux (§ 3.3.2) et dans la présentation du sous objectif 2Ac.</p> <p>Aussi, la disposition D2A9 indique bien l'hétérogénéité de la connaissance ; la D2A10 invite les collectivités compétentes en urbanisme à réaliser une délimitation précise ; la D2A11 demande aux porteurs de projets d'aménagement de justifier le non impact (sous entendu bien appréhender la surface et les fonctions de zone humide concernée ou pas). Une cellule d'assistance technique est en cours de création pour conseiller et accompagner ces démarches au mieux.</p> <p>Enfin, la D2A13 a pour objectif d'améliorer la connaissance et indique bien le besoin de « <i>compléter l'inventaire et la caractérisation des zones humides à l'échelle du bassin versant</i> »,</p> <p>Peut être besoin de rajouter un tiret : sur l'appui à cela des associations locales d'environnement lien réf D1B2 / partage des données.</p> <p>Sujet abordé dans la phase d'élaboration du SAGE mais non retenu car l'objectif du SAGE est la préservation des zones humides et le Castor est un moyen parmi d'autres pour y parvenir. Toutefois l'intérêt et l'enjeu de cohabitation sur le bassin versant Drôme sont bien notés pour les programmes d'actions en cours et à venir.</p> <p>Le point 1 de la disposition D2B1 prévoit d'ores et déjà la mise en oeuvre d'informations/ formations et d'aller vers une</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : Rajout du caractère non exhaustif à la rédaction introductive de l'objectif 2Ac du PAGD</p> <p>Arbitrage proposé et validé : Ajout des associations locales en lien avec leur représentant à la CLE comme partenaires techniques potentiels dans la D2A13, à modifier de manière homogène à tout le document du SAGE pour les dispositions concernées.</p> <p>Pas d'arbitrage attendu : Sujet à traiter dans la phase de mise en œuvre du SAGE, en lien avec le projet de PNA Castor en cours d'élaboration.</p> <p>Arbitrage proposé et validé : évolution de la rédaction du point 6</p>
--	--	--	---

	<p><i>la sensibilisation et la mise en place concertée de mesures adaptées.</i></p> <p><i>Dans un territoire soumis à une pression touristique aussi forte que la Drôme, cette partie nous semble peu précise et peu ambitieuse et mériterait d'être renforcée de façon significative.</i></p> <p><i>Nous proposons l'ajout des textes suivants :</i></p> <p><i>« Les acteurs du tourisme doivent être informés des enjeux de leurs pratiques et de la réglementation concernant le patrimoine naturel (ripisylve, zones humides, espèces protégées...). Leurs actions sur le milieu doivent respecter ces enjeux et cette réglementation : entretiens de la végétation des campings, gestion du bois mort pour la pratique du canoë, gestion des accès à la rivière... »</i></p> <p><i>Sur certains sites à bien identifier, une concertation pourrait permettre de créer des zones de tranquillité pour la faune en période de reproduction (limitation des accès véhicules et personnes, panneautage...). »</i></p> <p><i>« Le bois mort est souvent un écosystème à lui seul ; il est important de le conserver sur place.</i></p> <p><i>Dans les cours d'eau, les accumulations de bois mort (embâcles) jouent de nombreux rôles écologiques : ils créent des habitats pour de nombreuses espèces, augmentent l'hétérogénéité morphologique du cours d'eau, freinent l'écoulement (limitant la violence des crues) et participent à la formation de mouilles, utiles en période de sécheresse. Le bois mort dans l'eau contribue également à la dénitrification.</i></p> <p><i>Le bois mort est un réservoir important de carbone et d'éléments nutritifs, décomposé par des bactéries et des champignons, il enrichit progressivement le sol des berges, leur assurant ainsi une meilleure protection.</i></p> <p><i>Ainsi, là où il y a peu ou pas de risque pour les activités humaines, il serait important de conserver les embâcles. »</i></p> <p><i>Les impacts de la pratique du canyoning sur les milieux naturels devraient être abordés dans le SAGE, avec des mesures concernant l'évaluation et le contrôle de ces impacts : dégradation de zones humides tuffeuses, perturbation de la flore et de la faune (notamment les écrevisses à pattes blanches - exemple du canyon de la Comane).</i></p> <p>OBJECTIF4B : Partager l'eau et encadrer les modalités d'exploitation de la ressource</p> <p><i>Nous approuvons globalement l'approche retenue, mais notons que certains prélèvements actuels ou à venir sont susceptibles d'avoir des effets négatifs forts sur des sites à forte biodiversité (zones humides), par diminution de leur alimentation en eau.</i></p> <p><i>Nous proposons donc d'ajouter un point aux quatre actuellement mentionnés :</i></p> <p><input type="checkbox"/> « <i>Prise en compte fine de la biodiversité dans tous pompages en nappe actuels ou à venir réalisés dans ou à proximité de zones humides. Tous les prélèvements dans ou à proximité de zones humides doivent faire l'objet d'une étude visant à évaluer leur impact sur l'état et le fonctionnement de cette zone humide, en particulier en ce qui concerne la hauteur du toit de la nappe et l'alimentation en eau en général. S'il s'avère qu'un impact significatif est attendu ou observé, il sera nécessaire de modifier le prélèvement pour supprimer cet impact. »</i></p> <p><i>Sur certains sites, des travaux en lit mineur (curages, destruction de barrages de castors...) sont effectués, y-compris sur le Domaine Public Fluvial, pour alimenter des canaux et bassins sur lesquels sont réalisés des pompages agricoles (exemple sur le Bez aval). Ces travaux devraient être interdits, ou tout au moins réalisés dans le cadre d'une prise en compte stricte de la biodiversité (diagnostic, application de la séquence Eviter-Réduire-Composer).</i></p>	<p>charte de bonnes pratiques.</p> <p>Pour la gestion des embâcles dans le cadre des activités liées à l'eau, il est prévu de s'appuyer sur le protocole existant, visant à concilier enjeu de sécurité et environnementaux, avec un principe de non intervention sauf en cas de danger avéré.</p> <p>La D2B1 rappelle, dans son constat préalable, l'étude de 2021 et l'absence à ce jour d'impacts démontrés du canyoning.</p> <p>=> à rectifier car les impacts sont aujourd'hui identifiés et un travail piloté par la CDESI se fait avec les professionnels</p> <p>L'objectif 4B traite des volumes maximums prélevables, des autorisations à mettre en cohérence et pose des conditions de prélèvements veillant à la disponibilité de la ressource.</p> <p>La proposition d'ajout faite par le collectif du Diois est d'ores et déjà traitée dans la D2A11 qui traite d'une compatibilité de tout IOTA avec la préservation des zones humides, qui rappelle bien l'application de la séquence « éviter, réduire, compenser ».</p> <p>Sujet spécifique traité dans le cadre de l'application de la réglementation existante.</p>	<p>de la D2B1 : 6. <i>De sécuriser les parcours, itinéraires et sites des loisirs et sports d'eau vive avec des dispositifs de type flottaison dans le cadre des programmes globaux d'entretien des cours d'eau sur la base de l'organisation existante visant à concilier enjeu de sécurité et environnementaux, avec un principe de non intervention sauf en cas de danger avéré pour la gestion des embâcles dans le cadre des activités liées à l'eau</i></p> <p>Arbitrage proposé et validé : rectification de la rédaction du constat préalable de la D2B1 : « Les impacts du canyonisme ou de la randonnée aquatique sur les milieux naturels sont aujourd'hui bien identifiés et un travail piloté par la CDESI (Commission départementale des espaces, sites et itinéraires) se fait avec les professionnels concernés »</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p>
--	---	---	--

	<p>OBJECTIF 4C : Planifier et mettre en œuvre des solutions de sécurisation pour un moindre impact sur les milieux</p> <p>□ Règle 5 : Encadrer la réalisation et la gestion des ouvrages de stockage</p> <p>Ajouter le texte suivant :</p> <p>« Prendre en compte pleinement la biodiversité dans les projets de stockage. En cas de création d'un stockage, il sera nécessaire de réaliser un diagnostic écologique précis (4 saisons) du site concerné et de ses abords, d'étudier les impacts directs et indirects du projet (destruction de milieux, effets sur le fonctionnement des zones humides...) et d'appliquer la séquence Eviter-Réduire-Compenser. Dans certains cas, les retenues peuvent présenter un intérêt pour la biodiversité, qu'il convient de favoriser (micro-aménagements favorables à la reproduction des amphibiens, au développement de la flore...). »</p> <p>Objectif 5C : Réduire la vulnérabilité et protéger les personnes et les biens</p> <p>Dans le point ci-dessous, amender le texte de la façon suivante :</p> <p>□ Gérer les excédents de matériaux dans les secteurs les plus vulnérables : Définir et mettre en œuvre des modalités de gestion et d'intervention dans le lit et sur les berges, en zone à enjeux hydrauliques, dans le respect du bon fonctionnement des milieux aquatiques <u>et des écosystèmes riverains</u> (notion d'entretiens ciblés et adaptés en fonction des secteurs et des différents enjeux identifiés). <u>Le principe général devra être de restituer les excédents de matériaux au débit solide de la rivière.</u></p> <p>2. PAGD</p> <p>Remarque générale : le Collectif Biodiversité Diois devrait être ajouté comme partenaire dans toutes les fiches actions portant sur les zones humides ou intégrant la question de la biodiversité.</p> <p>3.3. Analyse du milieu naturel existant</p> <p>Des ripisylves en état plutôt satisfaisant et fonctionnelles</p> <p>Le rôle des ripisylves pour la biodiversité ne nous paraît pas suffisamment mentionné. Les ripisylves subissent des pressions non négligeables : coupes, baisse de la nappe liée à l'incision et à la diminution des débits, effets de la fréquentation touristique, espèces invasives...</p> <p>3.3.2. Gestion des sites gérés existants</p> <p>Le texte indique les Bouligons, les Nays, le marais de Léoncel et les Ramières. Dans le SAGE, il serait pertinent d'affirmer une ambition concernant la confluence Bez-Drôme qui est déjà concerné par deux ZNIEFF et une zone Natura 2000. Il s'agit sans aucun doute de l'un des secteurs les plus riches de tout le bassin de la Drôme. Le SAGE pourrait afficher un objectif de préservation et de gestion de cet espace exceptionnel, par exemple à travers un statut fort du</p>	<p>La règle 5 rappelle l'absence d'incidence significative d'un projet de stockage sur les zones humides.</p> <p>Le rappel réglementaire d'étude d'impact préalable et du principe ERC n'est pas rappelé systématiquement afin de ne pas alourdir la rédaction du SAGE.</p> <p>Enfin, concernant la possible conciliation d'un objectif de stockage et d'un objectif de biodiversité à l'intérieur de l'ouvrage est bien notée. Ce cas par cas ne peut être décliné dans une règle qui impose la stricte conformité.</p> <p>La remarque du collectif pointe une erreur de correspondance entre la formulation citée, extraite du rapport de présentation et le contenu PAGD. Cette erreur est rectifiée.</p> <p>Renvoi à l'objectif 2A, sous objectif 2Ab pour la prise en compte des éléments et précisions souhaités par le collectif.</p> <p>Les associations environnementales sont identifiées en partenaires techniques dans la D2A12, => les ajouter également sur D2A9 et D2A13</p> <p>Le rôle des ripisylves est décrit dans le D2A8</p> <p>Tel qu'écrit actuellement la notion de pressions anthropiques, sous-entend les pressions mentionnées et détaillées par le collectif.</p> <p>Le secteur de la confluence Drôme-Bez est bien identifié dans les zones humides remarquables, prioritaires à la définition d'un plan de gestion (Cf DA12 et D2A13)</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : Ajout des « associations locales en lien avec leur représentant à la CLE » comme partenaires techniques potentiels dans la D2A13, à modifier de manière homogène à tout le document du SAGE pour les dispositions concernées.</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p>
--	---	--	--

	<p>type Réserve Naturelle nationale.</p> <p>3.4.1. Irrigation</p> <p><i>Il serait souhaitable d'afficher la nécessité de mieux recenser les pompages en nappe et en rivière, en particulier la partie haute du bassin versant.</i></p> <p>3.4.3. De nombreuses activités de loisirs et touristiques liées à l'eau, qui génèrent des impacts sur les rivières</p> <p><i>Des pressions directes et indirectes sur les milieux aquatiques et rivulaires</i></p> <p><i>Ajouter les points suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> □ « Suppression de caches et d'habitats pour la faune (Loutre, Castor, insectes...) du fait de l'enlèvement du bois mort en berge, dans le cadre de l'activité de canoë-kayak. □ Stationnement durable de véhicules servant d'habitation dans les espaces naturels riverains de la Drôme, avec des effets significatifs sur l'environnement (déchets, dégradation de la végétation, feu au sol, dérangement de la faune, impact des chiens sur la faune...). » <p><i>Disposition 1B.2 : Poursuivre, développer et valoriser le suivi de l'état des milieux aquatiques et des pressions</i></p> <p><i>Il pourrait être utile d'ajouter quelques mots concernant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi des compartiments biologiques liés aux milieux non aquatiques (ripisylves, zones humides...), • L'intégration dans le suivi SAGE des données collectées dans le cadre des activités des associations de protection de la nature, • L'organisation du dispositif : quels partenaires ? quels moyens ? <p><i>Dans la partie « périmètre concerné », il serait souhaitable d'ajouter à l'approche géographique une approche par espèces : un focus sur...</i></p> <p><i>« - Certaines espèces à fort intérêt patrimonial dont le statut dans le bassin versant est insuffisamment connu (exemples : Apron, Putois...).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Certaines espèces non indigènes susceptibles de se développer sur le territoire avec des effets négatifs forts sur les écosystèmes (exemples : Ecrevisses américaines, Jussies...). » <p><i>Sous-objectif 2A1 - Préserver l'espace fonctionnel des cours d'eau</i></p> <p><i>En ce qui concerne « assurer la préservation des zones naturelles existantes » et « conserver et restaurer les corridors écologiques », il serait souhaitable de préciser comment et par qui elles sont répertoriées.</i></p> <p><i>Sous-objectif 2A2 – Poursuivre les opérations d'entretien, de restauration morphologique et de continuité écologique</i></p> <p><i>Le problème des seuils en rivière nous semble insuffisamment pris en compte. Plusieurs points devraient faire l'objet de dispositions en faveur de la faune piscicole et des mammifères semi-</i></p>	<p>Il est bien indiqué au §3.4.1 p39 de l'état des lieux le besoin « <i>d'une nette amélioration des préleveurs et prélèvements, des surfaces irriguées et des prélèvements des canaux encore méconnus</i> ».</p> <p>Le point 1 proposé en ajout, tel que rédigé fait apparaître un risque de stigmatisation de l'activité canoë, qui de plus n'apparaît pas fondé. Un travail avec l'association Drom'active permet en effet des interventions adaptées.</p> <p>Le point 2 proposé tel que rédigé risque la stigmatisation d'une certaine population, si le problème de stationnement durable est réel, il relève du pouvoir du maire et de la gendarmerie qui agissent déjà notamment sur le DPF.</p> <p>Le projet de SAGE envisage bien dans sa disposition D1B2 de « ...couvrir les principaux types représentatifs de milieux aquatiques du bassin, ...garantir un suivi plus précis des indicateurs de qualité et de bon fonctionnement (physico-chimie, biodiversité, état des habitats...), intégrer les données initiales d'environnement... et de structurer les échanges de données entre acteurs locaux».</p> <p>=> Ok pour intégrer ces ajouts d'indication de focus, en ne gardant que « certaines espèces à fort intérêt patrimonial et certaines espèces invasives.</p> <p>Ces notions et le travail concerté de désignation est développé dans le PGEF de 2019, tel que cité dans le SAGE.</p> <p>Pas dans les prérogatives du SAGE et peu de constats de collisions signalés. Traitement</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : ajout à la partie périmètre concerné d'un tiret : « Certaines espèces à fort intérêt patrimonial et certaines espèces invasives portant des effets négatifs forts sur les écosystèmes ».</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p>
--	---	---	---

	<p><i>aquatiques (risque de collisions routières associées) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Saut de la Drôme : il serait souhaitable d'envisager des travaux pour sécuriser ce passage pour les loutres et castors (risques de collisions routières), en lien avec le PNA Loutre, - Meyrosse : seuil infranchissable au niveau des Fondeaux, à améliorer, - Aval du ruisseau de Chapiat, même remarque, - Aval de la Comane, même remarque, - Etc. <p>Le développement de projets hydroélectriques devrait être envisagé avec la plus extrême prudence, au vu des impacts sur la biodiversité en général et la continuité écologique en particulier.</p> <p>Parmi les documents de référence, rajouter le PNA loutre qui propose des mesures concrètes que ce soit sur le milieu aquatique mais aussi le bon état des ripisylves.</p> <p>Sous-objectif 2A3- Préserver et restaurer les zones humides</p> <p>« Mais elles subissent toujours diverses pressions : »</p> <p>Ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « pompages en eaux superficielle ou en nappe (abaissement des niveaux d'eau), • Destruction (illégal) des barrages de castors » <p>Disposition 2-A-5. Entretien adapté de l'espace fonctionnel</p> <p>Un programme d'entretien de la végétation des berges et du lit incluant des opérations de restauration.</p> <p>Ajouter : « à condition que cela ne soit pas au détriment de la faune (oiseaux, mammifères et micromammifères, reptiles ...) qui utilise énormément la végétation des rives ainsi que les embâcles pour s'y reproduire ou simplement y gîter. »</p> <p>Disposition 2A.9 : Diffuser la connaissance sur les zones humides</p> <p>Intégrer les remarques formulées à propos du rapport de présentation : non exhaustivité de l'inventaire...</p> <p>Disposition 2A.10 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme et de planification</p> <p>Par cohérence, dans le texte de la fiche, ajouter le texte souligné :</p> <p>« Dans le cadre des procédures d'élaboration ou de révision des PLU, PLUi ou carte communale, les collectivités compétentes en matière d'urbanisme réaliseront, avec l'accompagnement technique de la cellule d'animation du SAGE, une délimitation précise des zones humides en particulier sur les secteurs identifiés « à urbaniser » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les PLU, PLUi ou cartes communales définiront, pour les zones humides identifiées par le présent SAGE (y compris celles < 1 000 m²), <u>comme dans les zones humides complémentaires éventuellement identifiées par application du point précédent, des affectations des sols suffisamment protectrices visant à empêcher tout projet (notamment tous</u> 	<p>du sujet dans les PNA Loutre</p> <p>Les seuils cités sur la Comane et le Chapiat, identifiés au ROE, sont réellement bloquant mais considérés infranchissables du fait du problème d'incision de la Drôme = renvoi à la politique et actions en faveur de la gestion sédimentaire</p> <p>Sur la Meyrosse, niveau des Fondeaux, le seuil a été rendu franchissable en dévalaison comme cela lui été imposé réglementairement.</p> <p>=>Ok ajout PNA Loutre dans la liste des documents de référence à la rédaction de l'objectif 2Ab</p> <p>=> Ok ajout impact pompages</p> <p>Destruction des barrages de Castor ? plutôt non ou entre parenthèse dans les entretiens et travaux sans autorisation) ...</p> <p>La rédaction de l'objectif 2A du SAGE est bien dans ce sens de « poursuivre la restauration et de pérenniser le bon état des milieux aquatiques et humides.... ». De plus, la réglementation l'impose de fait.</p> <p>Prise en compte plus haut.</p> <p>Remarque judicieuse qui amène à proposer une nouvelle rédaction de la D2A10.</p>	<p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : ajout d'un tiret : « impact des pompages » et ajout au tiret existant sur les entretiens et travaux sans autorisation (destructions de barrages de castor)</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : reformulation : « Les PLU, PLUi ou cartes communales définiront, <u>pour la préservation de toutes les zones humides</u> (y compris celles < 1 000 m²), des affectations des sols suffisamment</p>
--	--	--	--

	<p>travaux, occupation du sol et utilisation du sol) susceptible d'altérer ou de remettre en cause l'existence et les fonctionnalités des zones humides... »</p> <p>Disposition 2A.11 : Assurer la préservation des zones humides dans les projets d'aménagement</p> <p>Dans les pressions, ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pompages en eau superficielle ou souterraine, • Destruction de barrages de castors. <p>Castor et zones humides</p> <p>Dans une fiche existante, ou dans une fiche à créer, il nous semble nécessaire de concevoir des dispositions destinées à favoriser l'effet bénéfique du castor sur les zones humides (cf rapport de présentation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - information du public, - suppression d'obstacles au déplacement de l'espèce, - respect de la protection stricte de l'espèce, - travaux localisés facilitant la diffusion de l'espèce. - actions destinées à favoriser la coexistence pacifique entre castors et activités humaines. <p>Remarque importante :</p> <p>Nous n'avons pas vu dans le SAGE de dispositions dans le domaine des restaurations de cours d'eau lowtech « inspirés castors ». Cette absence nous semble d'autant plus regrettable que le département de la Drôme accueille des expérimentations majeures dans ces domaines (Lierne-Véore...). Ces modes de restauration des hydrosystèmes et des zones humides devraient être fortement encouragés dans le SAGE. Ils supposent naturellement une prise en compte très sérieuse des enjeux socio-économiques en présence.</p> <p>Disposition 2A.13 : Poursuivre l'amélioration des connaissances sur les zones humides</p> <p>Contenu de la disposition : ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre l'identification des zones humides, notamment en tête de bassin. Le réseau associatif pourra être mobilisé dans ce but, notamment parce que des zones humides absentes de l'inventaire actuel pourraient manifestement être identifiées par le critère végétation (milieux tuffeux, prairies humides...). • Poursuivre l'évaluation de l'intérêt patrimonial des zones humides. Le réseau associatif pourrait utilement être mobilisé pour collecter des données sur la flore et la faune remarquables des zones humides, trop peu connues sur certains sites. <p>Le marais du col de Bergu, cité au PGSZH comme disposant d'un plan de gestion, n'est pas</p>	<p>Prise en compte plus haut</p> <p>L'espèce Castor n'est pas inféodée aux zones humides mais à la rivière et ses milieux connexes en général.</p> <p>La restauration des milieux est le meilleur axe pour favoriser l'expansion de l'espèce et aussi la communication / éducation à l'environnement. L'information est envisagée, sans être détaillée spécifiquement sur le Castor dans le cadre carte du point 2 de la D1C1.</p> <p>Sujet abordé dans la phase d'élaboration du SAGE mais non retenu car l'objectif du SAGE est la préservation des zones humides et le Castor est un moyen parmi d'autres pour y parvenir. Toutefois l'intérêt et l'enjeu de cohabitation sur le bassin versant Drôme sont bien notés pour les programmes d'actions en cours et à venir.</p> <p>Cet aspect n'est effectivement pas spécifiquement cité en exemple mais bien intégré à travers l'axe 2 d'adaptation qu'est la résilience et l'application du principe de travailler avec la nature (p56 du PAGD), sans nommer spécifiquement une technique plus qu'une autre.</p> <p>=> Voir pour acter l'intégration ou non de ces 2 points intéressants.</p> <p>Le Marais de Bergu dispose d'une notice de gestion propre à l'ONF qui gère. Information</p>	<p>protectrices »</p> <p>Arbitrage proposé et validé : Ajout au constat préalable de la D2A11 d'un tiret : « impact des pompages » et ajout au tiret existant sur les entretiens et travaux sans autorisation (destructions de barrages de castor)</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu : Sujet à traiter dans la phase de mise en œuvre du SAGE, en lien avec le projet de PNA Castor en cours d'élaboration</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Arbitrage proposé et validé : ajout un point 1 à la D2A13 : « Poursuivre l'identification des zones humides, notamment en tête de bassin et renforcer l'évaluation de l'intérêt patrimonial des zones humides, en appui notamment avec le milieu associatif. »</p>
--	--	--	---

		<p>mentionné dans cette fiche. A corriger le cas échéant.</p> <p>Disposition 2B.1 : Gérer le flux touristique sur les cours d'eau et les milieux humides</p> <p>Contenu de la disposition : Ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdire l'accès au Domaine Public Fluvial aux véhicules à moteur, en particulier aux véhicules servant d'habitation. <p>Ajouter le texte souligné:</p> <ul style="list-style-type: none"> • « De prendre en compte les enjeux milieux aquatiques et terrestres dans les aménagements prévus au schéma de cohérence des activités touristiques et de loisirs (ex : zones d'embarquement/ débarquement, équipement des radiers de ponts pour le franchissement des canoës-kayaks, ...). <u>La gestion du bois mort pour le canoë-kayak devra être réalisée avec une prise en compte stricte de la biodiversité (état initial avant travaux, choix des dates de travaux, respect des espèces protégées...).</u> » <p>Disposition 4.A2. Porter une sobriété ambitieuse auprès des collectivités et des pompages AEP</p> <p>Les dispositions prévues sont positives mais nous semblent trop peu ambitieuses.</p> <p>La construction de piscines devrait être interdite. La déconstruction des piscines devrait faire l'objet de mesures incitatives.</p> <p>Disposition 4C.1 : Accompagner et encadrer les projets de stockage s'inscrivant dans un projet territorial pour la gestion de l'eau</p> <p>Dans Contenu du dispositif, ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Réaliser un diagnostic écologique complet (4 saisons) des sites concernés, • Décliner de façon rigoureuse la séquence Eviter-Réduire-Compenser en ce qui concerne la biodiversité aquatique et terrestre, • Concevoir les retenues pour tirer parti au mieux des potentialités d'accueil de la biodiversité (création de berges en pentes douces, hauts fonds...). Les retenues ne devront pas être empoissonnées pour permettre l'accueil des amphibiens, insectes et végétaux aquatiques. » <p>7.5. Suivi de la mise en œuvre du SAGE</p> <p>Parmi les indicateurs d'état, ajouter des indicateurs concernant les écosystèmes riverains (grèves, fourrés alluviaux...). Par exemple : « Répartition d'espèces animales et végétales remarquables et/ou représentatives des écosystèmes alluviaux ».</p>	<p>prise en compte dans le PGSZH et dans la cartographie du SAGE</p> <p>L'accès au domaine public fluvial est d'ores et déjà encadré par la réglementation en vigueur.</p> <p>Pour la gestion des embâcles dans le cadre des activités liées à l'eau, s'appuyer sur le protocole existant, visant à concilier enjeu de sécurité et environnementaux, avec un principe de non intervention sauf en cas de danger avéré.</p> <p>Idée discutée lors des ateliers mais difficilement applicables ne pas rester dans le domaine du vœux pieu). La D4B2 et 3 visent via les documents d'urbanisme à identifier les leviers réglementaires visant la possibilité d'encadrer voire interdire la construction de piscine. C'est un travail qui reste à mener dans le cadre du PTGE.</p> <p>Le rappel réglementaire d'étude d'impact préalable et du principe ERC n'est pas rappelé systématiquement afin de ne pas alourdir la rédaction du SAGE.</p> <p>Ce cas par cas ne peut être décliné dans une règle qui impose la stricte conformité. Point à analyser au cas par cas, non à intégrer dans les recommandations du SAGE</p> <p>Le tableau de bord des indicateurs du SAGE ne rentre pas à ce stade dans le niveau de détail mentionné.</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : évolution de la rédaction du point 6 de la D2B1 <i>De sécuriser les parcours, itinéraires et sites des loisirs et sports d'eau vive avec des dispositifs de type flottaison dans le cadre des programmes globaux d'entretien des cours d'eau sur la base de l'organisation existante visant à concilier enjeu de sécurité et environnementaux, avec un principe de non intervention sauf en cas de danger avéré pour la gestion des embâcles dans le cadre des activités liées à l'eau</i></p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p> <p>Pas d'arbitrage attendu</p>
<p>Pisciculture de Font Rome</p> <p>Beaufort sur Gervanne</p>	<p>Ne se prononce pas</p>	<p>Sur le PAGD en Projet, page 44, partie n°3.4.4, dans un paragraphe notre établissement de Beaufort sur Gervanne est pointé comme source de pollution et il est noté à propos des piscicultures que: " celle de Font Rome sur la Gervanne, à Beaufort-sur-Gervanne, dont les rejets ont longtemps été non conformes avant la mise en place de dispositif de traitement spécifique</p> <p>Nous souhaiterions signaler que notre établissement met tout en œuvre pour respecter ses</p>	<p>Confirmation par les services de l'Etat (DDPP) en charge du suivi et du contrôle des résultats suivants :</p> <p>2025: aucune non conformité</p> <p>2024: une non conformité en juillet</p> <p>2023: aucune non conformité</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : reformulation proposée « celle de Font Rome sur la Gervanne, à Beaufort-sur-Gervanne, dont les rejets restent ponctuellement non conformes, au regard des normes</p>

		<p>objectifs de qualité d'eau, et ce même avant l'installation d'un dispositif de traitement spécifique.</p> <p>Sauf l'écart sanctionné en 2011, qui a abouti sur des actions correctives d'ampleur, nos autocontrôles internes ou produits de façon inopinées par l'administration de montrent pas d'écarts.</p> <p>Il est par conséquent faux de suggérer une non conformité chronique de nos rejets et ne reflète pas l'engagement quotidien que nous avons pour maîtriser nos rejets.</p> <p>Nous trouverions plus juste d'écrire "celle de Font Rome sur la Gervanne, à Beaufort-sur-Gervanne, dont les rejets ont été améliorés depuis la mise en place de dispositif de traitement spécifique"</p> <p>Concernant la disposition 3A.2 "Réduire la sensibilité à l'eutrophisation des cours d'eau".</p> <p>Nous souhaiterions rappeler que le paramètre déclassant de la rivière Gervanne pour le non atteinte du "bon état" est principalement l'indice poisson. Les pêches d'inventaires menées en amont de notre établissement de Beaufort sur Gervanne ont également un indice poisson déficient.</p> <p>Dans notre cas précis, notre production étant conditionnée par la ressource en eau disponible, on ne peut pas envisager une hypothèse d'apport de "polluants" stable, il faudra tenir compte de cet élément. Nous souhaiterions par conséquent être associé à l'étude qui permettra de quantifier les flux maximums admissibles. Nous souhaiterions également que l'on ne raisonne pas en période d'étiage "administratif" qui s'entend du 15 juin au 15 octobre, mais plutôt en fonction d'un débit réel bien défini, qui sera considéré comme débit d'étiage.</p> <p>Nous pouvons par exemple avoir des étés avec des débits conséquents et des hivers très secs, il semble donc plus cohérent de travailler sur une base concrète, en fonction du débit observé en temps réel, notamment grâce aux appareils de mesure de débit nouvellement installés, dans le cadre de l'étude sur le Karst de la Gervanne.</p>	<p>2022: une non conformité en avril 2021: aucune non conformité 2020: aucune non conformité 2019: une non conformité en juillet</p> <p>La problématique reste ponctuelle et non chronique. Un suivi spécifique en 2021 sur la biologie du milieu récepteur (IBD) montait un impact milieu alors que le rejet était conforme. La problématique de cohérence entre les 2 réglementations (ICPE) et milieu (DCE) reste un point de réflexion qui pourra être travaillé dans le cadre de l'étude Flux maximum admissible.</p> <p>Cette étude flux maximum admissible (D3A2) est bien envisagée en concertation étroite avec les différents acteurs concernés et sur la base de la méthode définie par le cahier des charges agence de l'eau, visant à définir des capacités de dilution- auto-épuration, fonction des débits de basses eaux qu'ils soient estivaux mais aussi hivernaux en lien avec la variabilité des activités et rejets.</p>	<p>de rejets, bien que l'entreprise ait engagé la mise en place de dispositif de traitement spécifique »</p>
SERRET Denis Mirabel et Blacons	Négatif	<p>Madame, Monsieur Bonjour,</p> <p>Dans un contexte de prélèvements excessifs et récurrents sur le bassin de la Drôme, d'augmentation continue des besoins et d'évolution climatique marquée, la prudence devrait commander l'instauration d'un moratoire sur les composantes fortement consommatrices d'eau inscrites dans le SCoT Drôme aval et dans le PLUi de la CCVD.</p> <p>En l'état actuel des connaissances, et dans l'attente des résultats de l'étude en cours sur le karst qui alimente la Gervanne, tout prélèvement supplémentaire dans la source principale de la Gervanne ferait peser de graves dangers sur la vallée et sa biodiversité. Ces impacts potentiels ne me paraissent pas, à ce stade, ni suffisamment analysés, ni explicitement pris en compte dans le projet de révision du SAGE Drôme.</p> <p>Bien cordialement,</p>	<p>L'urbanisation n'est pas dans les prérogatives du SAGE mais c'est un document qui s'impose aux documents d'urbanisme.</p> <p>L'enjeu 4 fixe l'objectif de sobriété pour tous les usages, impose des volumes maximums prélevables (VMP) et demande à ce que le développement soit assuré en compatibilité avec la ressource disponible et l'absence d'impact sur les milieux associés.</p> <p>Aujourd'hui le VMP pour l'AEP n'étant pas atteint, aucun prélèvement supplémentaire ne peut être autorisé. Aussi, le SMRD, ainsi que d'autres acteurs impliqués à la CLE, suivent l'étude en cours sur le Karst afin de veiller à la bonne application de ces principes et règles.</p>	Pas d'arbitrage attendu
LOMBARD Hervé Mirabel et Blacons	Ne se prononce pas	<p>S'appuyant sur les études de fond 2015 et 2024/2025, en tant que riverain et membre actif du collectif « Sauvez la Gervanne » nous ne sommes pas d'accord pour que les prélèvements d'eau dans le karst, soient augmentés sinon c'est la mort de la vallée de la Gervanne.</p>	<p>L'enjeu 4 fixe l'objectif de sobriété pour tous les usages, impose des volumes maximums prélevables (VMP) et demande à ce que le développement soit assuré en compatibilité</p>	Pas d'arbitrage attendu

			<p>avec la ressource disponible et l'absence d'impact sur les milieux associés.</p> <p>Les VMP pour l'AEP n'étant pas atteints, aucun prélèvement supplémentaire ne peut aujourd'hui être autorisé. Aussi, le SMRD, ainsi que d'autres acteurs impliqués à la CLE, suivent l'étude en cours sur le Karst afin de veiller à la bonne application de ces principes et règles.</p>	
<p>RENARD Michel Beaufort sur Gervanne</p>	Négatif	<p><i>Il faut laisser les ressources en eau où elles sont. Concernant de Karts Gervanne, la ressource doit se limiter au bassin de vie, soit les communes entourant Beaufort, et seulement (Gigors/Lozeron, Plan de Baix, Escoulin/Egluy, Montclar).</i></p> <p><i>Nous n'avons pas à subir les programmes, très discutables, de logement vers Crest et alentours proches.</i></p> <p><i>Et plus généralement, avant chaque délivrance de PC, en particulier pour les bâtiments neufs collectifs ou particuliers, s'assurer que l'approvisionnement en eau sera possible en fonction des capacités du secteur. Il en va de même pour l'assainissement.</i></p> <p><i>Il convient de stopper la frénésie de constructions neuves.</i></p> <p><i>Et comment imaginer des inondations par la rivière Drôme ?. Quand on voit la largeur du lit de la dite rivière, faut pas exagérer. Il en va de même pour les berges, le seul point sensible étant Pont de Claix.</i></p> <p><i>Il convient de stopper une grande partie de ces "comités Théodule", dépensiers pour rien ou presque.</i></p>	<p>L'urbanisation n'est pas dans les prérogatives du SAGE mais le SAGE s'impose aux documents d'urbanisme.</p> <p>L'enjeu 4 fixe l'objectif de sobriété pour tous les usages, impose des volumes maximums prélevables et demande à ce que le développement soit assuré en compatibilité avec la ressource disponible et l'absence d'impact sur les milieux associés. Il en est de même pour la compatibilité avec les systèmes d'assainissement et la sensibilité des milieux récepteurs (qualité des eaux).</p> <p>Des schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement sont à établir et à réviser en fonction de ces principes.</p> <p>Concernant les risques inondations, au-delà des débordements de tous les cours d'eau, dont les zones inondables sont connues et qui peuvent impacter des zones urbanisées, il existe aussi des risques liés aux ruissellements (pluies qui s'intensifient avec le réchauffement climatique).</p>	Pas d'arbitrage attendu